
Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "Quel est l'impact du mécanisme International REDD+ sur la gouvernance forestière en République Démocratique du Congo ?"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Lauwers, Emmanuel

Promoteur(s) : Kabamba, Bob

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2019-2020

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/9317>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

RETRANSCRIPTION ENTRETIEN

TOSI MPANU MPANU

- E.L. : Donc c'est difficile d'inverser la tendance quoi.

- T.M. : C'est possible il s'agit d'une volonté politique c'est tout. Faut que le ministre soit intéressé et faut que le ministre euh .. voilà ait le bagou et le charisme pour ça. Mais cela impliquerait également un grand niveau d'intégrité de .. et de sérieux. Parce que on peut pas demander de changer d'ordre institutionnel et puis euh ne pas être en mesure de faire le travail. Donc voilà. (...)

- E.L. : (...) (...)

- T.M. : (...) La première conférence où j'ai été complètement là c'était en 2008. A Posnan. (...) La date importante à retenir pour le mécanisme REDD+ c'est 2006 puisque cette année là à Montréal se tenait la COP, c'est là que la Papouasie Nouvelle Guinée et le Costa Rica euh poussent pour la reconnaissance des forêts à travers un mécanisme multilatéral qui pourrait donc euh être formalisé. (...) Et donc les pays du Bassin du Congo décident se s'impliquer et beaucoup se joignent directement à .. un acteur important de cette discussion sur la REDD+ qui est la coalition des pays détenteurs de forêts tropicales humides qui s'appelle *Rain Forest Coalition*, Coalition for Rain Forest Nations.

C'est une discussion que sous l'égide des Nations Unies se fait entre 200 pays, 200 Etats. Et euh ... chacun tire la couverture de son côté. Et donc euh si un pays y va solo, et que ce pays là ne s'appelle pas Chine, Russie, Inde euh .. Etats-Unis Canada. Fin bon si c'est pas (...) une des puissances économiques majeures, la voie est fortement diluée. Donc faut essayer de faire passer son message à travers des coalitions. Parce que (...) des pays Africains qui parlent d'une seule et même voie euh c'est une voie qui ne peut pas être euh ignorée. 30 aine de pays [40 aine ? pas sûr] ensemble donc c'est une coalition que peut pas être ignorée non plus donc des gens sont mis au sein de cette coalition.

Si il s'agissait également d'une négociation dynamique où certaine question méthodologique n'étaient pas encore établies et donc il fallait, comme on dit une coalition de l'information où l'information pouvait circuler, où certaines ressources, certaines euh certaines expertises étaient disponibles et donc les pays euh se sont rapidement joints à cette coalition. Et donc au sein de cette coalition euh la bataille a été menée pour introduire le deuxième D puisque dans beaucoup de nos pays d'Afrique centrale la déforestation n'était pas le véritable problème mais plutôt la dégradation (...). On identifie les espèces qui sont précieuses que l'on extrait. (...) C'est une dynamique différente de l'Amérique Latine ou l'Indonésie où ils ont décidés de faire une coupe à blanc pour changer l'affectation de la terre et faire des cultures et tout ça.

- E.L. : [Difficulté d'évaluer cette dégradation].

- T.M. : Beaucoup plus compliqué. Beaucoup plus compliqué. Et puis même, les techniques de détection ne sont pas les mêmes. On peut rapidement analyser un couvert forestier à travers les analyses euh de .. de .. euh enfin à travers la télédétection. Euh mais euh c'est voilà il y a un manque de précision. Lorsque il n'y a plus de forêt du tout on sait (...).

Alors euh le combat était au delà du "D" puisqu'il a fallu également bosser pour le "+". Compte tenu du fait que beaucoup des pays d'Afrique centrale avaient procédé à des plans euh d'aménagement, à .. à .. à une gestion durable de cette forêt donc il est important de tenir compte de cela, la gestion durable,

le renforcement du stock de carbone, là où il n'y avait pas de coupe, le reboisement et tout ça. Et euh donc tout ça était une bataille âpre parce que .. les meilleurs négociateurs sur la thématique était notamment des, des Brésiliens, des Indonésiens, des Malaisiens, pour qui la réalité était totalement différente.

[Pause téléphone]

[Et donc] Il fallait euh, il fallait euh être euh ensemble pour mettre en commun les connaissances que nous avons, essayer également de de pousser parce que il s'agit d'une négociation où quelque fois des éléments objectifs priment mais quelque fois également ça dépend de comment ce que vous pouvez pousser. Parce que par exemple une des bataille que j'estime que nous avons perdu c'est que dans cette discussion euh .. il est rarement fait mention .. euh .. de, du stock de carbone ou de la forêt sur pied. La logique qui prime est celle de rémunérer l'effort qui démontre euh qu'on réalise un delta entre un taux historique et le taux qui résulte des actions entreprises. Or, or, c'est un peu faussé. euh .. la discussion puisque si historiquement vous avez peu déboisé, mais que vous avez des dynamiques importante telle que la démographie et une forte croissance économique, il est clair que vous êtes appelé à déboiser à ce moment là. Et, et, et le travail vertueux qui avait été fait en amont n'est .. on en tient pas compte. Mais ceux qui par contre avaient énormément déforestés, et qui par la suite compte tenu d'une diversification économique peuvent se détourner du secteur forestier peuvent très rapidement euh montrer que il y a des résultats qui, qui peuvent être mis sur la table. Alors qu'en fait ce serait récompenser un comportement peu vertueux qu'ils ont eu par le passé.

Et .. une autre chose également n'est pas bien reflétée dans ce mécanisme qui a été mit en place, c'est qu'il fait tenir compte du niveau de pauvreté euh qui affecte les partie prenantes euh les populations riveraines, les populations qui vivent dans cette forêt, qui vivent à proximité. Parce que aussi longtemps que le niveau de pauvreté sera bas [haut], euh il y a des actions qui vont devoir être faites pour une question de survie, euh qui malheureusement iront à l'encontre de la protection de la forêt. Et donc si jamais certaines activités économiques peuvent être euh ... encouragées, cela une incidence sur le niveau de pauvreté et pourrait aider à réduire la pression sur la forêt. Donc un pays qui est extrêmement pauvre malheureusement euh l'action euh environnementale et l'action pour réduire la déforestation sera beaucoup plus difficile à mettre en oeuvre qu'un pays qui a un revenu beaucoup plus important.

Donc euh également, dépendamment du moteur de déforestation auquel il faut faire face, le coût de la lutte contre cette déforestation euh varie. C'est à dire que si jamais il faut réduire une déforestation due à une agriculture itinérante sur brûlis, euh combattre cette déforestation là à un coût différent que euh une déforestation qui est due à un besoin énergétique ou euh à un besoin industriel ou d'une faiblesse au niveau de la gouvernance du pays. Euh et malheureusement euh il n'y a aucun élément qui puisse établir une certaine objectivité, une certaine unité de mesure qui soit connue à tout le monde (...).

Il y a donc certain pays qui je dirais ont un avantage comparatif évident à mettre en oeuvre la REDD que d'autre.

- E.L. : [Pays comme le Congo qui ont poussés pour qu'on prévoit plus pour la Conservation].

- T.M. : Absolument c'est des pays comme le Congo qui ont poussés pour cela. Mais cela en fait inclus une part d'incertitude et de subjectivité dans le sens où on sait très vite euh quantifier les tonnes de carbone évités, par rapport aux tonnes de carbone stockés. Donc le mécanisme la manière dont il fonctionne, il est plus facile de déterminer quel est la quantité de carbone euh évité, pardon quelle est la quantité d'émission évitée, que la quantité de carbone stockée.

En terme de méthodologie le premier "D" est celui qui est beaucoup plus claire et facile à déterminer que le deuxième "D" et le "+". Même si le deuxième "D" et le "+" sont les choses qui ont été négociées pour pouvoir un tout petit peu équilibrer les choses euh mais je dois dire l'équilibre n'est pas évident.

- E.L. : [Importance des bénéfices non-carbones/Facteurs habilitants].

- T.M. : En 2013 si je ne m'abuse on a eu la COP de Varsovie qui était la COP19. Euh au cours de laquelle on a adopté le cadre de Varsovie pour la REDD+ où il y a eu certains principes qui ont été adoptés où on montrait que justement quels devait être les .. en fait, lors de cette COP on a estimé que la question REDD+ était mure. Et que cette négociation pouvait s'arrêter. Parce que euh on avait adopté certains principes méthodologiques notamment ceux qui portent sur la détermination des niveaux de référence, euh de déforestation ou d'émission liées à la déforestation, euh portant sur les mesures de sauvegardes, portant sur euh les mécanismes nationaux de surveillance, portant sur le financement, euh donc ce cadre là établit certains principes fondamentaux auxquels tous les pays doivent adhérer pour pouvoir euh mener leur démarche REDD+. On a également adopté le, si je ne m'abuse, on a entériné le fait que la REDD+ se déroulait en 3 phases. (...). Et les pays en fait ont également réitéré le caractère volontaire du mécanisme REDD+, donc on ne peut pas obliger un pays à faire ça, si le pays dit moi j'estime que veux déboiser parce que il faut que je fasse des bancs pour mes élèves et il faut que je construise des maisons, le pays peut le faire. Euh maintenant si y a une compensation suffisamment intéressante le pays peut s'engager dans la REDD+.

Euh mais je dois dire que aujourd'hui un pays comme la RDC subit différentes dynamiques qui font que la REDD+ est un véritable défis. Aujourd'hui déployer le mécanisme sur toute l'étendue du territoire serait illusoire, il y a tellement de.. de caractéristiques différentes qui affectent différentes parties du pays euh où il faut nécessairement aller par euh des actions pilotes qui pourront ensuite si jamais elles démontrent leur succès et leur viabilité être déployée de manière graduelle dans d'autres zones.

- E.L. : [Question de baser les paiements pour résultats sur un mécanisme marchand].

- T.M. : Donc, voilà voilà, un pays comme la Bolivie fait toujours dans ces déclarations référence à la terre mère. Donc elle estime de manière un peu idéologique ou philosophique que la terre est un peu notre mère nourricière et il faut la gérer avec euh avec attention avec prudence (...). Donc la Bolivie s'oppose à ce qu'ils appellent euh, j'sais pas si le mot existe, de "marchandisation" hein je dirais des ressources forestières euh des ressources euh .. euh non ligneuses liées à cette forêt. Et donc c'est pour ça que le mécanisme REDD+ permet justement d'aller sur du financement basé sur du résultat qui sera probablement plus utilisé par le secteur privé. Puisqu'il s'agira d'échange d'actif carbone, certifiés. Et une démarche ou un autre pays pourra pousser simplement au financement publique, en sachant que le financement publique sera d'une part limité, et va certainement donner des coûts par tonne de carbone qui seront le plus faible que le mécanisme de marché. Parce que les mécanismes de marchés seront basés sur l'offre et la demande et donc probablement que la tonne de carbone qui dépendra du paiement basé sur le résultat, financé par le secteur privé, sera plus élevé que euh le financement publique. Mais, à chaque pays de déterminer ce qu'il veut, si un pays décide que moi dans la troisième phase je n'irais que vers le financement publique (...). Mais pour le même niveau d'effort il recevra probablement un financement plus faible que ceux qui iront directement sur le mécanisme de marché.

Alors il faut comprendre que la réticence de certains pays en développement est fondée parce que elle se base sur le précédent fâcheux du mécanisme de développement propre, le MDP, où les pays Africains, les pays les moins avancés se sont mis à faire des efforts pour comprendre ce mécanisme et pouvoir le déployer chez eux et au moment où ils ont commencés à faire des projets on leur a dit vous savez quoi et ben le mécanisme ne marche plus la tonne s'est effondrée, le marché à faillit. Et

donc aujourd'hui certains pays disent mais on ne peut pas mettre une forêt, le bien être de notre population entre les mains d'un secteur privé qui n'a pas de cœur.

[Pause]

- E.L. : [MDP]

- T.M. : Absolument, d'autant plus que la .. la tonne payée pour les mécanismes de boisement/reboisement, "AR", "Afforestation/reforestation", était moins élevée que.. la tonne des autres réductions certifiées parce que on estimait que ce qui était lié à la forêt avait une nature non permanente. (...). Voilà, tout ça avait un peu rendu frileux beaucoup de pays à qui avait on demandait d'aller vers le mécanisme de marché dans la Phase III de la REDD+.

- E.L. : Et du coup, euh les accords de Paris on crée un nouveau mécanisme, euh qui est référé comme suit : "mechanism to contribute to the mitigation of greenhouse gas emissions and support development" en gros c'est un terme assez large mais ici du coup je lisais un article de presse il y a quelques jours qui disait que .. la largeur du terme et un peu son ambiguïté traduit un peu la controverse qui entoure le .. allez la mise en place d'un nouveau mécanisme de marché (-ouais) et la difficulté à s'accorder sur les moyens à mettre en oeuvre pour concrètement avoir un mécanisme de paiement pour services environnementaux (-oui). Et donc depuis Paris, euh pour toi quelques avancées concrètes ont été faites depuis et est ce que ces difficultés d'avancer viennent du coup justement de cette frustration dont tu parlais.

- T.M. : Disons que chaque année lorsque il y a une COP, euh y a des blocages. Et pour arriver à décanter ces blocages on fait appel à ce qu'on appelle une .. traduction littérale hein .. une euh .. une "ambiguïté constructive". Et donc cette ambiguïté constructive permet d'harmoniser les points de vues, ensuite on rentre chez soi, on passe les fêtes de fin d'année, et quand on reprend la négociation l'année d'après on porte tous les mains vers le ciel en disant "mon dieu quelle monstruosité avons nous inventés". Parce que on essaye de comprendre en fin de compte ce qu'on a créé.

[Pause]

Et donc à un moment donné pour faire passer l'idée qu'il y aurait des mécanismes de marché on a donc créé cet article 6 dans l'accord de Paris qui établit différents types de "mécanismes de coopération" c'est comme ça qu'on les appelle, des .. des .. des euh des approches de coopération entre les pays pour voir ce qui peut être fait. Et donc dedans il y a essentiellement 3 types de mécanismes. Euh des mécanismes qui permettront des échanges d'émissions entre les pays; des mécanismes qui permettront de contribuer au développement durable d'un pays et puis des mécanismes appelé mécanisme "non-marchand". Ça c'était essentiellement pour satisfaire la Bolivie et on ne sait pas ce que c'est les mécanismes "non-marchand", parce que on sait c'est quoi les mécanismes de marché mais les mécanismes non-marchand on ne sait pas. Et quand on leur pose la question on ne sait pas définir clairement ils vont dans une euh discussion on peu mi-philosophique qui porte sur euh le fait de ne pas faire la guerre ne contribue pas aux émissions euh, enfin bon un argument un peu alambiqué.

Et donc en fin de compte on ne sait pas exactement, en tout cas on a permis d'ouvrir cette brèche là pour pouvoir avancer euh sur les autres aspects. Parce que la décision au niveau de cette conférence des Parties, comme le vote n'a jamais été entériné, puisqu'il fait partie euh .. puisqu'il fait partie des règles de procédure qui n'ont pas été entériné à ce jour, euh le vote ne se fait pas, euh les décisions doivent se faire par consensus, et pour arriver donc à un consensus il faut arriver à une décision qui tient compte des intérêts des uns et des autres, puisque un seul pays peut bloquer.

Donc euh, pour démontrer la difficulté de cette négociation, c'est que l'année dernière à Katowice euh en Pologne, en décembre de l'année dernière, toutes les règles de mise en oeuvre de l'accord de Paris ont été définies et finalisées. Hormis les règles qui portent sur l'Article 6 qui est justement un article sur ces mécanismes de marché, qui continuent à être négociés. Et on espère que ces règles là vont être finalisées euh à la COP25 au Chili mais rien n'est sûr. (-une question encore en suspend) en suspend voilà.

-E.L. : [Question qui touche plus sur le rôle des experts et des groupes de travail, notamment le AWG-LCA et le SBSTA. Rôle de cadrage des discussions / Parties les mieux représentées au sein de ces groupes de travail].

- T.M. : Bon c'est difficile de dire comme ça, par rapport juste, juste par rapport à la mémoire hein. Mais ce que je peux dire en fait voilà il y a la convention-cadre des NU, elle-même. Qui est en fait plusieurs organes. L'organe le plus important c'est la COP, qui se réunit une fois par an. Et puis il y a deux organes qui sont permanents qui sont les deux organes permanents qui sont les deux organes subsidiaires, celui de la mise en oeuvre, ça s'appelle le SBI (-oui) et puis celui sur le conseil scientifique et technologique euh .. "SubSTA". Alors ça les structures qui là de manière permanente, et SubSTA et SBI se réunissent deux fois, une fois au milieu de l'année, une fois en marge de la COP.

Alors, il y avait d'autres organes qui avaient été créés, et surtout des organes qui étaient créés de manière *ad hoc* pour une question spécifique. Et, par exemple, AWG, il y'en avait un pour le KP, le Kyoto Protocol, il a terminé son travail. Et il y en avait un autre pour le LCA, il a terminé son travail. Ensuite on avait créé un autre groupes de travail qui lui portait sur l'accord de Paris. Lui était le ... Paris Working Group PW .. PA je crois, PW .. euh ..

- E.L. : Je me souviens j'avais vu ça quand j'avais travaillé là dessus c'était euh, hm, justement non un groupe qui devait travailler sur les questions des mécanismes non marchand ou quoi non ? (-ouais). Sinon c'est pas grave hein je pourrais toujours vérifier.

- T.M. : Non Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement. (-Ok) euh .. APA. Qui dont préparait l'entrée en vigueur de l'accord de Paris et euh.

Voilà donc ça c'est des organes au sein desquels, déjà, pour dénoter du niveau de .. de .. de frustration et de suspicion. Qui est, qui a commencé à caractériser cette négociation. Les deux organes euh subsidiaires, ils ont un président et un vice-président. Et on essaye d'équilibrer, quand c'est un président d'un pays développé, le vice-président est d'un pays en développement. Mais les autres Ad Hoc working group, la plupart d'entre eux ont commencé à avoir des co-présidents, parce que on voulait pas laisser un pays développé prendre le poste le plus important ou un pays en développement. Et donc le .. le APA par exemple avait deux co-présidentes.

L'importance en fait comme je disais, y a certains pays qui ont des thématiques pour lesquels ils sont très très intéressés, euh et qui sont très impliqués, mais ces pays là négocient au sein de certaines coalitions. Par exemple les Etats-Unis, l'Australie, euh la Nouvelle-Zélande, la Russie, ils négocient souvent au sein du groupe "Parapluie", Umbrella, "Umbrella Group". Ils ont des positions qui sont euh très très similaires. Et dedans, c'est bizarre parce que dans ce umbrella group y a des pays qui ont quand même plus de flexibilité mais qui pour pouvoir avoir plus de poids sont dans le umbrella group, mais sont plus constructifs dans la négociation surtout lorsqu'on va les voir en bilatéral. Par exemple le Japon et la Norvège, ils sont dans le Umbrella Group. Y a le groupe d'intégrité de .. d'intégrité environnementale, ce groupe là euh on retrouve à l'intérieur la Suisse, le Mexique. Le Mexique avait quitté le groupe des pays les moins avancés à un moment donné, et donc il devait trouver un endroit où négocier, et donc le Mexique a été dans ce groupe là. (...) Suisse, Mexique, Monaco,

Liechtenstein, ... Et puis bon il y a les autres groupes régionaux, le groupe Africain, le groupes des pays les moins avancés, le groupe euh des pays d'Amérique Latine euh.

(...) Alors y a des pays qui peuvent être très.. très très engagés dans une des coalitions et puis dans une autre coalition ils changent de posture. On se dit mais est ce qu'ils sont schizophrènes ou quoi. (...) Et ça c'est des pays comme par exemple l'Egypte, et en train de négocier pour le groupe Africain, et puis à un moment ils vont dans le groupe Arabe, ils changent de posture. Ou alors l'Afrique du Sud, [inaudible] position Africaine, et puis quand ils se retrouvent à quatre dans le groupe basique, l'Afrique du Sud change de position parce que l'Inde, la Chine et le Brésil lui impose une position leur mettre moins de pression que celle que l'Afrique demande.

- E.L. : Donc pour toi c'est pas le changement de position qui implique le changement de coalition, c'est le changement de coalition qui redistribue les rapports de force et qui du coup automatiquement la position d'un pays ?

- T.M. : Je dirais qu'il y a un peu des deux, mais plus ce que tu viens de décrire.

(...) Et puis il y a également un problème c'est que, il y a une question où tout le monde est d'accord, comme la REDD+ par exemple, on se dit bon euh c'est beaucoup de pays en développement qui vont bénéficier, et puis on s'est mit d'accord sur les questions méthodologiques, c'est une décision facile à prendre. Et des gens vont bloquer la décision pour le prendre en otage pour obtenir ce qu'ils veulent pour une autre négociation qui est plus complexe. Donc c'est une dynamique un peu particulière.

- E.L. : [Organe institutionnel pour chaque coalition ?].

- T.M. : Y a beaucoup de relations, y a beaucoup de discussions informelles. Déjà y a des réunions préparatoires avant que grande session commence, tous les groupes régionaux et toutes les coalitions se retrouvent avant et essayent d'harmoniser. Et puis même quand la COP commence, y a beaucoup de .. de rencontres bilatérales, y a beaucoup de dîner de travail organisés par des think-thank tout ça. Tout ça vise à faciliter la discussion entre les pays.

- E.L. : [Importance des think thank dans les négociations ?].

- T.M. : Il est important [leur rôle] parce que ils vont constituer des rôles de discussions informelles où les pays euh peuvent parler plus librement, peuvent faire montre de plus de flexibilité, et parfois découvrir que euh la position de l'autre n'était pas si loin de sa propre position. Le seul problème est que beaucoup de ces think thank sont basés en occident, reçoivent beaucoup d'argent des pays développés. Et parfois la manière dont ils formulent la discussion peut être une façon un peu biaisée, pro pays développés.

- E.L. : [Précision coalition/groupe régionaux].

- T.M. : Les groupes régionaux c'est très clairement les groupes régionaux des NU, (...) il y en a 5. Maintenant en dehors de ces groupes là les pays vont dans différentes coalitions. Donc par exemple nous on a été avec des pays qui sont donc dans notre groupe régionaux sur la thématique forêt, on était dans la Rainforest Coalition. (...).

- E.L. : Et donc la coalition traduit beaucoup plus l'intérêt

- T.M. : L'intérêt voilà exactement, l'intérêt du pays qui peut être en dehors du groupe régional.

- E.L. : [Outils méthodologiques de mesures, à l'avantage de quels acteurs ?].

- T.M. : Surtout des pays comme ceux d'Amérique Latines, et certains de .. euh je dirais du Bassin du Bornéo, Mékong. Qui sont des pays qui ont plus de capacité, surtout dans la collecte des données. Et donc eux effectivement ont été euh plus à même de comprendre que quoi il s'agissait, et d'être en mesure d'apporter du résultat, dans la mise en oeuvre.

Euh .. il y a une considération qui était également prise en compte lors de cette discussion c'était s'assurer que on empiétait pas sur la souveraineté des Etats. Donc il y a avait une démarche très euh je dirais euh souverainiste. On disait il faut pas que quand je donne des résultats tout à coup on découvre des choses que l'on pourrait ensuite me reprocher. Par exemple on peut pas dire à la Chine réduit tes émissions de manière drastique, et lorsque la Chine est en train de donner ses résultats de MRV on se rend compte que elle du déplacer des populations de force et qu'ensuite on vienne lui reprocher, dans un autre forum.

- E.L. : [Dans la pratique].

- T.M. : En tout cas on est dans une démarche où veut que ce soit quelque chose de non-intrusif, comme on dit, quelque chose qui favorise la coopération entre les pays, pour un peu apprendre les uns des autres. Donc on essaye de créer un narratif positif et constructif autour de ça. Parce que beaucoup de pays on essayé de repousser.

Et puis beaucoup de pays en développement disent également faire montre patte blanche en terme .. de MRV mais il faut venir renforcer ma capacité, parce que je ne sais pas le faire autrement. Egalement utiliser comme levier de négociation pour avoir un peu [inaudible].

- E.L. : [Niveau national qui doit estimer les bénéfices non carbone quelle force ça donne à l'Etat pour des mobilisations de fonds pour des questions plus transversale].

- T.M. : Je crois justement que c'est la réponse à une préoccupation qui était très importante euh pour la RDC c'est qu'on disait que cette discussion ne devait pas être euh "mitigation-centric", ne devais pas uniquement être focalisée sur l'atténuation et donc l'actif carbone. Parce que cette question de la gestion de la forêt va au delà de la simple question de l'actif carbone, parce que y a beaucoup d'autres avantages qui ne peuvent pas être quantifiés sur une base marchande, une base euh je dirai concrète. Il y a beaucoup de choses, je dirais par exemple il y a euh il y a euh des ... y a des forêts qui ont une dimension presque spirituelle auprès de certaines communautés (...). C'est une thématique qui a toujours été très importante pour la RDC, d'autant plus que euh beaucoup de bénéfices non-carbones pourraient être tirés de la préservation des forêts, on peut notamment prendre tous les bénéfices liés à la biodiversité (...) industrie, (...) pharmaceutiques. (...) La RDC a lutté pour que tout ça soit reconnu.

Alors donc je pense que le fait qu'il y ait la possibilité d'avoir des financements pour ça aide à viabiliser l'ensemble. Dans le sens où on n'est pas forcément compétitif en terme de masse critique de réduction de carbone réalisé, si y a d'autres types de financement qui viennent en plus, ça fidélise un peu .. ça viabilise l'effort à entreprendre. Donc c'est un peu l'interprétation que je peux faire ça.